

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Terminaux de point de vente -  
Convention de mise à disposition

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.149

Date de la convocation :

**Le 09/07/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **19 JUL. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 15 juillet 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 15 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2009.063 en date du 12 octobre 2009, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a approuvé le déploiement du système billettique.

Par délibérations du Conseil Communautaire en date du 19 avril 2010 puis du 26 septembre 2016, la C.A.S.A a approuvé le principe de l'indemnisation des communes pour les points de vente/rechargement de titres de transport, installés sur leur territoire.

Par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2011.128 en date du 20 juin 2011, la C.A.S.A a approuvé pour chacune des communes concernées un conventionnement formalisant les conditions de mise à disposition du matériel billettique, au titre de la vente et/ou du rechargement des titres de transport Envibus.

Au vu de l'ouverture récente de nouveaux points de vente de titres de transport sur le territoire de la C.A.S.A, il est aujourd'hui proposé une convention type de mise à disposition de terminaux pour points de vente (Terminaux Point de vente simplifié ou Terminaux point de vente général), de matériel billettique nécessaire à la vente et/ou rechargement des titres de transport.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention-type de mise à disposition de terminaux points de vente à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et les différentes communes, offices du tourisme et/ou autres, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à signer lesdites conventions à intervenir ainsi que tout document afférent à leurs exécutions.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention-type de mise à disposition de terminaux points de vente à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et les différentes communes, offices du tourisme et/ou autres, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à signer lesdites conventions à intervenir ainsi que tout document afférent à leurs exécutions.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 15 juillet 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERMINAUX POINTS DE VENTE

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, dont le siège social est situé à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, Monsieur Thierry OCCELLI, autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXXXXXX du Bureau Communautaire en date du 15 juillet 2019,

Dénommée ci-après « **La CASA** »,

**D'une part,**

**Et**

**La Commune de XXX**, dont le siège est situé XXX à XXX, et représentée par son Maire, **M ou Mme XXX**, autorisé(e) à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du XXX

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

**D'autre part,**

### PRÉAMBULE

Par délibération du Conseil Communautaire n°2009.063 en date du 12 octobre 2009, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a approuvé le déploiement du système billettique.

Par délibérations du Conseil Communautaire en date du 19 avril 2010 puis du 26 septembre 2016, la C.A.S.A a approuvé le principe de l'indemnisation des communes pour les points de vente/rechargement de titres de transport, installés sur leur territoire.

Par délibération du Bureau Communautaire n°BC.2011.128 en date du 20 juin 2011, la C.A.S.A a approuvé pour chacune des communes concernées un conventionnement formalisant les conditions de mise à disposition du matériel billettique, au titre de la vente et/ou du rechargement des titres de transport Envibus.

A ce titre, la C.A.S.A met aujourd'hui à disposition de la commune **XX (Terminaux Point de vente simplifié TPVS ou Terminaux point de vente général TPVG )** afin de procéder au rechargement des titres de transport.

## **Il a donc été convenu ce qui suit**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la description des modalités de mise à disposition du matériel billettique à la commune de XXX et appartenant à la C.A.S.A.

### **Article 2 : Descriptif du matériel**

#### **2-1- Terminal point de vente simplifié**

La C.A.S.A met à disposition de la commune XX TPVS/TPVG comprenant :

- Une machine dépositaire MDS 415 incluant un écran/clavier tactile, un afficheur graphique usager, une imprimante thermique pour l'édition des reçus et fiches comptables, une cible télébillettique pour le traitement des cartes sans contact et un modem interne pour communiquer avec le concentrateur du système central billettique (analogique).
- Un bloc alimentation secteur et son câble
- Un câble pour le réseau téléphonique
- Un terminal de paiement électronique avec un câble RJ 11 et un câble alimentation, un doubleur RJ 11 male - 2 x RJ 11 femelle

La C.A.S.A fournit gratuitement à la commune des rouleaux pour lecteur CB et rouleaux papier pour TPVS. Lorsqu'il ne reste qu'un rouleau pour chaque matériel, l'agent communal doit avertir immédiatement la C.A.S.A pour que cette dernière puisse le réapprovisionner dans les meilleurs délais.

Il est interdit d'effectuer des branchements ou manipulations autres que ceux recommandés par la C.A.S.A.

#### **2-2- Habilitation - Badge agent**

Les utilisateurs du matériel billettique s'engagent à ne pas le dégrader.

Les personnes non autorisées et n'ayant pas reçu la formation billettique dispensée par la C.A.S.A, ne pourront pas utiliser les TPVS/TPVG. Chaque badge est nominatif et sous la responsabilité de l'agent communal.

La commune doit informer la C.A.S.A, un mois à l'avance, de tout changement d'utilisateur dudit matériel afin que ce dernier fasse l'objet d'une formation par un agent de la C.A.S.A.

En cas de perte ou blocage d'un badge (3 codes erronés), la commune devra informer immédiatement le régisseur de recettes de la C.A.S.A afin que celui-ci procède à la création d'un nouveau badge.

### **Article 3 : Évolution des installations du local**

En cas de changement de la structure informatique du local où est installé le TPVS/TPVG, la commune avertira la C.A.S.A en amont afin que cette dernière procède aux modifications et interventions nécessaires.

La commune prendra contact avec la C.A.S.A afin d'étudier les conditions d'installation du matériel au sein de la nouvelle infrastructure.

#### **Article 4 : Prise en charge des installations**

L'installation du matériel et de la ligne analogique est à la charge de la C.A.S.A. Les coûts des abonnements téléphoniques et de communications sont, quant à eux, pris en charge par la commune.

A ce titre, la C.A.S.A émettra un titre de recettes annuellement à la commune après avoir réalisé un récapitulatif de toutes les factures payées sur l'exercice. La commune devra s'acquitter du montant requis dans les 30 jours suivants la réception dudit titre.

#### **Article 5 : Etat du matériel et maintenance**

Le matériel est mis à disposition en parfait état de fonctionnement. La commune est tenue de le maintenir dans cet état tout au long de la mise à disposition.

En cas de panne du matériel, la commune en informe immédiatement la C.A.S.A, qui se chargera d'intervenir dans la semaine suivant la demande de la commune. Les frais de réparation seront pris en charge par la C.A.S.A, sauf dégradation incombant à la commune (installations, matériel...) dont les frais seront à sa charge.

#### **Article 6 : Conditions financières**

Le matériel est mis à disposition de la commune à titre gratuit.

#### **Article 7 : Assurance et sécurité**

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

#### **Article 8 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée d'un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir deux (2) mois avant le terme de la convention.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

**Article 10 : Règlement des litiges**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige, à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux exemplaires le,

**Pour la C.A.S.A,**

**Pour la Commune de XXX**

**Le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux  
Transports  
Thierry OCCELLI**

**Le Maire,**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 15/07/2019  
Numéro : BC\_2019\_149  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Terminaux de point de vente - Convention de mise à disposition  
Matière : 8.7 - Transports

**Interlocuteur**

Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : bLqhrAu

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 19/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190715-BC\_2019\_149-DE

**Acte reçu**

Date : 15/07/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_149  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Terminaux de point de vente - Convention de mise à disposition  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190715-BC\_2019\_149-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20190715-BC\_2019\_149-DE-1-1\_2.PDF

N